COMMUNIQUE

Des organisations syndicales SUD, CGT, FO, CFTC de la Santé et de l'Action Sociale d'Ile-de-France

Le 12 Février 2009, plusieurs milliers de salariés et usagers de la Santé ont manifesté pour exiger le retrait du projet de loi Bachelot répondant à l'appel unitaire des organisations syndicales.

La délégation reçue par le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale s'est vue confirmer que le gouvernement entendait mettre en œuvre la procédure d'urgence pour accélérer le vote de la loi.

Il s'agit une nouvelle fois d'un déni de démocratie!

En effet, le nombre toujours plus important de voix qui s'élèvent (au sein même de la majorité parlementaire d'ailleurs) n'est pas sans poser problème au gouvernement Sarkozy.

Quand le gouvernement met en œuvre fusions et regroupements hospitaliers (suppression d'unités, de services, d'hôpitaux) pour atteindre ses objectifs de rentabilité, il y URGENCE à initier partout un véritable débat démocratique sur le contenu de la loi et sensibiliser, mobiliser les salariés et les usagers sur ses conséquences sur leur santé et l'offre sanitaire et sociale.

Les organisations syndicales SUD, CGT, FO, CFTC appellent les salariés et les usagers à créer les conditions de l'élargissement du rapport de force pour porter plus fort l'exigence d'une autre réponse aux besoins de santé et de l'action sociale.

Les organisations syndicales régionales s'engagent unitairement à prendre toutes initiatives allant dans ce sens le 5 Mars 2009 et créer les conditions d'une mobilisation exceptionnelle des salariés de la Santé et de l'Action Sociale pour la journée interprofessionnelle nationale du 19 Mars 2009 pour l'accès à la santé et l'action sociale pour les usagers, pour l'emploi, les garanties collectives et les salaires.